

Produit national brut.—Le produit national brut, en totalisant tous les frais de la production, mesure la valeur marchande de tous les produits finis et des services des différents facteurs canadiens de la production dans la période en cours. Il représente la somme du revenu national plus les impôts indirects (impôts indirects moins subventions) et les provisions pour consommation de capital et divers ajustements de valeur.

Revenu personnel.—Le revenu personnel est la somme des revenus courants, qu'ils découlent ou non de l'activité productive. Il comprend les paiements de transfert de l'État tels que les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les gratifications de guerre en plus des traitements et salaires, du revenu net des entreprises individuelles, des intérêts et dividendes et des revenus nets de loyers des particuliers. Il ne comprend pas les bénéfices non distribués des sociétés et les autres éléments du revenu national non versés aux particuliers.

Dépense nationale brute.—La dépense nationale brute évalue le même ensemble que le produit national brut, soit la production totale des biens finis et services aux prix du marché, en établissant la destination de la production d'après les ventes finales aux particuliers, aux administrations publiques, aux entreprises (au compte de capital et y compris les variations des stocks), et à l'étranger (exportations). Les importations de biens et services, y compris les paiements nets des dividendes et intérêts aux non-résidents, en sont déduites afin d'évaluer la production canadienne seulement.

L'activité économique en 1960.—La relance de l'activité économique au Canada, commencée en 1958 et maintenue durant toute l'année 1959, s'est interrompue au cours de 1960. Des signes de faiblesse étaient particulièrement manifestes durant le deuxième trimestre; cependant, le quatrième trimestre, les forces expansionnistes gagnaient du terrain. Ces mouvements opposés se sont soldés par un produit national brut de 35,959 millions de dollars pour l'ensemble de l'année, soit de 3 p. 100 plus élevé qu'en 1959. Comme une partie de l'augmentation tient à l'accroissement des prix, l'avance du volume a été d'environ 2 p. 100 contre une moyenne de 4 p. 100 par année depuis la fin de la guerre.

L'année a été marquée par un ralentissement de la demande finale durant le premier trimestre et une baisse de la demande finale et de la valeur de la production durant le deuxième; le troisième trimestre a amené une certaine relance qui ne s'est pas pleinement répercutée sur la production parce que le gros des besoins nouveaux a été satisfait par des prélèvements sur les stocks; la demande finale et le stockage ont été des éléments de force le quatrième trimestre, mais la diminution de la demande extérieure de produits canadiens en a en partie neutralisé l'effet.

Le soutien principal de l'activité économique en 1960 est venu d'une autre expansion des dépenses publiques en biens et services, de l'augmentation des dépenses de consommation en biens non durables et en services et de la montée vigoureuse de la demande de produits canadiens dans les pays industrialisés de l'Europe et d'ailleurs, montée qui a plus que neutralisé la réduction de la demande aux États-Unis. La faiblesse de la demande de produits terminaux s'est concentrée sur les dépenses des entreprises en constructions et équipement, sur les investissements domiciliaires et sur les dépenses de consommation en biens durables autres que les automobiles. Les investissements des entreprises en constructions et équipement n'ont pas répondu aux prévisions relevées par l'enquête sur les projets d'investissements; le chiffre de l'ensemble de l'année a été un peu inférieur à celui de 1959. Les investissements domiciliaires se sont apparemment ressentis des variations intervenues dans les principaux éléments de la demande, de la cessation, pour ainsi dire complète, des prêts des banques à charte au titre de la loi nationale sur l'habitation et de la grande réduction des prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement. C'est ainsi que les investissements domiciliaires ont baissé d'environ 15 p. 100. Le recul des dépenses de consommation en appareils ménagers, en meubles et en articles d'ameublement découle probablement en partie de la diminution de la construction domiciliaire. La diminution marquée du stockage le deuxième trimestre et le déstockage du troisième ont renforcé la baisse de certains des éléments de la demande finale.